
Le décrochage démographique France-Allemagne

**Stephan Sievert
Reiner Klingholz**

Janvier 2010

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale. Avec son antenne à Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme l'un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité des auteurs.*

Cet article a été publié en Allemagne par le Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung, sous le titre : „Ungleiche Nachbarn”, Discussion Paper Nr. 2, septembre 2009, 20 pages, www.berlin-institut.org

Traduction : Karin Albert

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

© Tous droits réservés, Ifri, 2010

ISBN : 978-2-86592-659-6

IFRI

27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 - France
Tel.: +33 (0)1 40 61 60 00
Fax: +33 (0)1 40 61 60 60
E-Mail: ifri@ifri.org

IFRI-BRUXELLES

Rue Marie-Thérèse, 21
B -1000 Bruxelles - Belgique
Tel.: +32 (2) 238 51 10
Fax: +32 (2) 238 51 15
E-Mail: info.bruxelles@ifri.org

SITE INTERNET: ifri.org

Visions franco-allemandes

Publiée depuis 2004 deux fois par an, cette collection est consacrée à une analyse croisée de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne et de la France contemporaines : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les Visions franco-allemandes sont des textes à caractère scientifique et de nature « policy oriented ». Envoyées à plus de 2 000 abonnés sous forme électronique, à l'instar des Notes du Cerfa, les Visions franco-allemandes sont accessibles sur le site Internet du Cerfa, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Dernières publications du Cerfa

Margot Schüller, « Le partenariat économique Chine-Allemagne : une interdépendance croissante », *Note du Cerfa*, n° 71, janvier 2010

Christophe Blot, Stefan Kooths, « Forces et faiblesses des modèles économiques : débat franco-allemand sur la crise et ses conséquences », *Visions franco-allemandes*, n° 15, décembre 2009

Manuela Glaab, Michael Weigl, « Les élections au Bundestag 2009 : campagne électorale, résultats et formation du gouvernement », *Note du Cerfa*, n° 70, décembre 2009

Julia Sattler, « L'engagement culturel : la politique culturelle extérieure de l'Allemagne depuis 1989 », *Note du Cerfa*, n° 69, novembre 2009

Auteurs

Reiner Klingholz est depuis juillet 2003 directeur du « Berlin-Institut für Weltbevölkerung und globale Entwicklung » renommé en 2004 « Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung ». Il est aussi membre de la Commission d'enquête sur la transformation démographique du Land de Basse Saxe.

De 1984 à 1989, Reiner Klingholz a été rédacteur économique à l'hebdomadaire *Die Zeit*, puis, de 1990 à 2000, rédacteur au mensuel *GEO*, responsable de la rubrique scientifique et rédacteur en chef de *GEO Wissen*.

Parmi ses nombreuses publications figurent l'ouvrage *Wir Klimamacher* sur les origines et les conséquences de l'effet de serre, et *Wahnsinn Wachstum* sur les transformations démographiques mondiales.

Stephan Sievert est diplômé d'une licence en études européennes, et d'un master en études économiques internationales de l'Université de Maastricht. Il est collaborateur du Berlin-Institut depuis octobre 2008.

Sommaire

RESUME.....	4
INTRODUCTION	5
L'ALLEMAGNE EST EN DECLIN – LA FRANCE CROIT	8
DEUX MONDES DIFFERENTS EN MATIERE D'ENFANTS ET DE FAMILLE	10
DEUX PAYS D'IMMIGRATION	12
POLITIQUE FAMILIALE ET EFFETS DE RATTRAPAGE	17
DES PERTES ET DES GAINS QUI ATTEIGNENT DES MILLIONS.....	23
LA FRANCE VIEILLIT – L'ALLEMAGNE SE FOSSILISE.....	26
CONCLUSION.....	31

Résumé

Au-delà d'un vieillissement continu et rapide de leurs sociétés, la France et l'Allemagne connaissent des évolutions démographiques radicalement opposées : un accroissement de la population totale en France, et une diminution de la population totale en Allemagne.

Dans les deux pays, la croissance démographique a une origine différente : l'immigration pour les Allemands ; l'excédent des naissances en France, les Françaises ont presque 50 % d'enfants en plus que leurs voisines Outre-Rhin. Pour soutenir la croissance de la fertilité, les gouvernements allemands cherchent depuis peu à copier des éléments de la politique familiale française.

Mais d'après les prévisions actuelles, l'Allemagne devrait compter moins d'habitants que la France d'ici le milieu du siècle. Ce basculement démographique pourrait avoir des répercussions importantes à long terme sur le poids politique et économique des deux pays : si l'Allemagne ne fait pas face à la rareté de sa main-d'œuvre, la France pourrait voir sa puissance économique dépasser celle de son voisin dès 2050.

Introduction

Lorsque l'on évoque en Allemagne la situation démographique en France, on se focalise la plupart du temps sur les chiffres des naissances, qui paraissent d'un niveau impressionnant. En 2007, le nombre moyen d'enfants par femme était de 1,96 en France, contre 1,37 seulement entre Greifswald et le lac de Constance – les femmes françaises ont par conséquent presque 50 % d'enfants en plus. Pour expliquer ce phénomène, on se réfère en général aux politiques familiales fondamentalement différentes dans les deux pays. Ainsi, la France tente depuis longtemps d'aider les parents à concilier vie familiale et activité professionnelle à travers une politique fiscale favorable à la famille et de bonnes conditions d'accueil pour les enfants. L'Allemagne cherche certes depuis peu à copier des éléments de cette politique, mais la fertilité n'y a augmenté qu'à la marge¹ alors qu'en France, elle s'est développée de façon bien plus nette ces dernières années².

Mais où mènent ces évolutions différentes ? Quelles sont les conséquences à long terme lorsque les femmes n'ont pas le même nombre d'enfants des deux côtés de la frontière, et ce pendant des années ? Et quelles en sont les conséquences pour les sociétés des deux pays ?

Le 1^{er} janvier 2008, les statisticiens enregistraient pour l'Allemagne 82 218 000 habitants³. Au même moment, il y en avait 62 106 000 en France, auxquels viennent s'ajouter actuellement environ 350 000 tous les ans⁴. En Allemagne, en revanche, la population diminue depuis 2003. Le recul total enregistré jusqu'à présent, près de 500 000 personnes, ne semble peut-être pas dramatique. Les projections démographiques indiquent cependant qu'il va s'accélérer dans un avenir proche. D'après les prévisions actuelles, l'Allemagne devrait perdre entre 8 et 14 millions d'habitants d'ici le milieu du siècle ; le pays aurait alors moins d'habitants que la

¹ Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung, *Kleine Erfolge*. Berlin, 2009.

² Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (Insee). Base de données en ligne de la population, consultée en août 2009. <http://www.insee.fr/>

³ Statistisches Bundesamt, Base de données en ligne GENESIS, consultée en août 2009, <https://www-genesis.destatis.de/genesis/online/logon/>

⁴ Pla, A. « Bilan démographique 2007 : des naissances toujours très nombreuses », *Insee Première*, 2008, n° 1170.

France, qui est en croissance – un pronostic qui surprend à première vue, étant donné la différence actuelle de quelque 20 millions d'habitants entre les deux pays⁵. L'Allemagne perdrait ainsi son statut de pays le plus peuplé de l'UE – au profit non pas de la France, cependant, mais de la Grande-Bretagne, où la population devrait croître de 60 millions d'habitants actuellement à plus de 77 millions en 2050⁶.

Depuis la fin du baby-boom dans les années 1970, on enregistre en France une différence moyenne de 230 000 entre les naissances et les décès⁷. En 2007, l'excédent atteignait même presque 300 000. Pendant des années, le nombre de nouveau-nés était stable avec un peu plus de 750 000 ; tout récemment, il était même sensiblement plus élevé⁸. L'Allemagne, en revanche, enregistre depuis 1972 toujours plus de décès que de naissances. Le nombre des bébés nés par an a presque été divisé par deux pendant les quatre dernières décennies⁹. Chez les Allemands, la croissance démographique a reposé pendant des décennies sur l'immigration alors qu'en France, elle est pour 80 pour cent le fait d'un excédent des naissances, un phénomène fort inhabituel pour un pays d'Europe occidentale.

Il y a malgré tout une caractéristique du changement démographique qui est présente dans les deux pays : la France n'est pas non plus à l'abri du vieillissement continu de la société. Entre 1985 et 2007, la part des personnes de plus de 64 ans dans la population totale est passée de 14,1 à 16,3 pour cent¹⁰ – d'ici 2050, 26,2 pour cent devraient faire partie de cette classe d'âge¹¹. L'Allemagne, où les enfants sont peu nombreux, vieillit encore plus vite : la part des plus de 64 ans est passée de 15,0 pour cent en 1985 à 19,9 pour cent en 2007¹² et atteindra sans doute 33,2 pour cent d'ici le milieu du siècle¹³.

⁵ Statistisches Bundesamt, 11. *Koordinierte Bevölkerungsvorausberechnung. Annahmen und Ergebnisse*, Wiesbaden, 2006.

⁶ Office for National Statistics, *National Population Projections. 2006-based*, Newport, 2008.

⁷ Pison, G.. « La population de la France en 2005 », *Population et Sociétés*, 2006, n° 421.

⁸ Insee, Base de données en ligne de la population, *op. cit.*

⁹ Statistisches Bundesamt, Base de données en ligne GENESIS, 2009, *op. cit.*

¹⁰ Office statistique de l'Union européenne (Eurostat), Base de données en ligne de la population, consultée en août 2009,

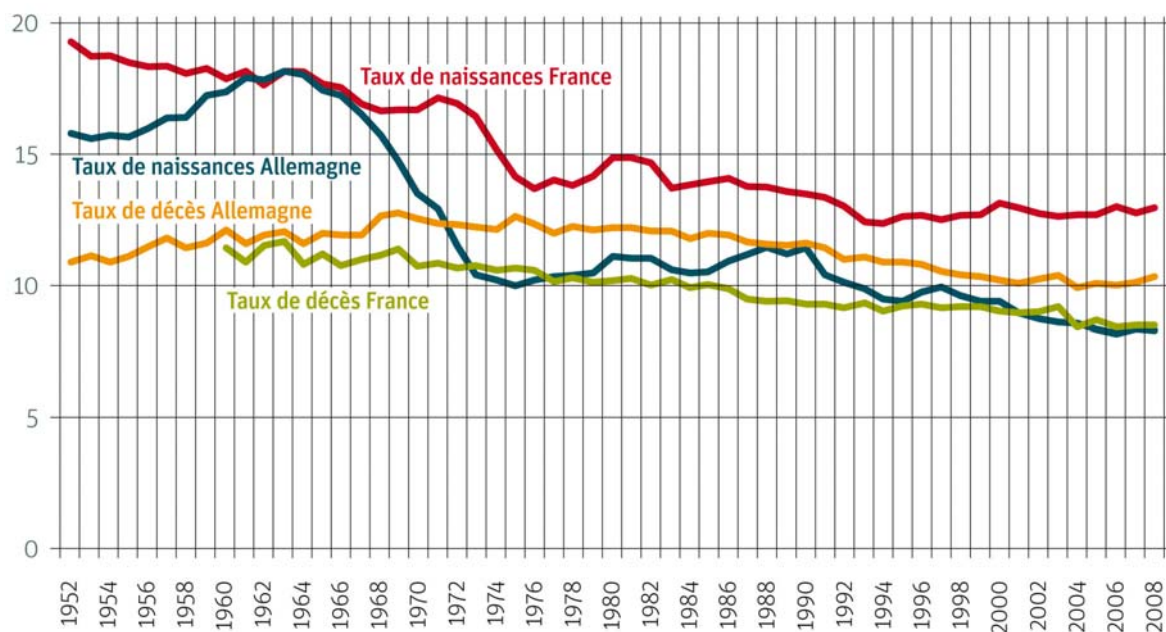
<http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/eurostat/home/>

¹¹ Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (Insee), *Projections de population pour la France métropolitaine à l'horizon 2050*, consulté en août 2009, <http://www.insee.fr>.

¹² Office statistique de l'Union européenne (Eurostat), *op. cit.*

¹³ Statistisches Bundesamt, 2006, *op. cit.*

Graphique 1. Naissances/décès pour 1 000 habitants
Taux de naissances et de décès pour l'Allemagne
et la France, de 1952 à 2008



Source : Base de données Eurostat

Savoir vivre

Depuis 1952, les naissances sont chaque année sensiblement plus nombreuses que les décès en France. En Allemagne, le taux de naissances est tombé au début des années 1970 en dessous du niveau du taux de décès, le solde naturel de la population devenant ainsi pour la première fois négatif. Depuis, il n'est plus redevenu positif.

L'Allemagne est en déclin – la France croît

En 2008, l'Allemagne a enregistré 675 200 naissances. Par rapport à l'année précédente, il s'agissait là d'un recul de 7 500 naissances, un chiffre à peine supérieur au niveau bas historique de 672 700 naissances en 2006. Le nombre absolu des naissances pour 2008 correspond à un taux de naissances de 8,2 enfants pour 1 000 habitants. La diminution des naissances, que l'on observe depuis assez longtemps, est principalement due à la baisse du nombre de femmes en âge de procréer (15 à 44 ans), car les classes d'âge nombreuses des baby-boomer quittent progressivement l'âge où il est possible d'avoir des enfants.

Le recul des naissances est plus dramatique si l'on considère la période des 50 dernières années : en 1964, l'année avec le nombre de naissances le plus élevé jamais enregistré, il y a eu 1 357 300 naissances en Allemagne, ou 18,0 enfants pour 1 000 habitants. C'était plus du double des nouveau-nés de 2008¹⁴.

À l'inverse du taux de naissances, le taux de décès est constamment supérieur à dix pour 1 000 habitants en Allemagne, ce qui explique pourquoi le solde naturel de la population est depuis longtemps négatif¹⁵. Entre 1972 et 2002, la population a néanmoins augmenté de 3,5 millions – uniquement en raison de l'immigration. Depuis 2003, le nombre d'immigrants ne suffit plus à compenser la perte démographique naturelle, et l'Allemagne rétrécit. Au total, la population allemande a diminué de 474 400 individus entre son maximum en 2002 et fin 2008¹⁶.

En France, l'évolution est tout autre : pour la première fois depuis plus d'un quart de siècle, l'année 2008 a vu naître de nouveau plus de 800 000 enfants. Cela correspond à un taux de 12,9

¹⁴ Statistisches Bundesamt, *Base de données en ligne de la population*, consultée en août 2009, <http://www.destatis.de/>

¹⁵ Statistisches Bundesamt, base de données GENESIS, 2009, *op. cit.*

¹⁶ Estimation. Office statistique de l'Union européenne (Eurostat), Base de données en ligne de la population, consultée en août 2009, <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/eurostat/home/>

naissances pour 1 000 habitants¹⁷. L'augmentation des naissances est d'autant plus étonnante que le nombre des femmes en âge de procréer (15 à 44 ans) a baissé d'environ 40 000 par rapport à l'année précédente, car en France comme ailleurs, les femmes du baby-boom sortent de leur phase fertile¹⁸.

En France, à un taux de naissances plus élevé vient s'ajouter un taux de décès plus bas qu'en Allemagne ; ces dernières années, il s'est établi autour de 8,4 (en 2004) – niveau le plus bas jamais atteint – avant de remonter légèrement en 2008 pour atteindre 8,6¹⁹. Cette augmentation ne correspond cependant pas à une dégradation de l'état de santé de la population française pendant la dernière année. Elle s'explique plutôt, comme en Allemagne, par une augmentation de l'espérance de vie : car il arrive un moment où les personnes ayant vécu plus longtemps qu'autrefois meurent elles aussi, faisant ainsi augmenter le taux de décès – avec un décalage dans le temps.

Dans l'ensemble, les Français vivent plus longtemps que les Allemands. En France, les filles nées en 2007 peuvent s'attendre à une espérance de vie de 84,4 ans, un niveau assez élevé, y compris à l'échelle européenne. Les garçons ont 77,5 années de vie devant eux. En Allemagne, les chiffres sont respectivement de 82,3 ans pour les filles et de 76,9 ans pour les garçons²⁰.

Les taux de natalité élevés et les taux de décès bas génèrent pour la France un accroissement naturel de la population, qui est d'ailleurs de loin le plus élevé au sein de l'UE²¹. En 2008, le nombre d'habitants de la France a augmenté de 278 100 individus uniquement en raison de l'excès de naissances (il s'y ajoutait 75 000 immigrants). Si on prend également en compte les régions d'outre-mer, l'excédent était même de 289 700 personnes²². Si on tenait uniquement compte de l'excédent de naissances, le nombre d'habitants de la France se serait rapproché de 4 182 800 individus de celui de l'Allemagne depuis 1998. Mais en réalité, les chiffres de la population ne se sont rapprochés que de 4 165 400 individus, ce qui s'explique par une immigration légèrement plus importante vers l'Allemagne que vers la France²³.

¹⁷ Données provisoires. Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (Insee). Base de données en ligne de la population, consultée en août 2009. <http://www.insee.fr/>

¹⁸ Office statistique de l'Union européenne (Eurostat), 2009, *op. cit.*

¹⁹ Données provisoires. Dumont, G.-F., « La démographie de la France en 2008: hausse des naissances et... des décès », *Population & Avenir*, 2009, n°692, p.14-15.

²⁰ Office statistique de l'Union européenne (Eurostat), 2009, *op. cit.*

²¹ Prioux, F., « Recent Demographic Developments in France », *Populations*, 2006/4, vol. 61, p. 323-363.

²² Insee, Base de données en ligne de la population, 2009, *op. cit.*

²³ Office statistique de l'Union européenne (Eurostat), 2009, *op. cit.*

Deux mondes différents en matière d'enfants et de famille

Il existe un meilleur indice pour apprécier les tendances démographiques que les seuls taux de naissances et de décès : le taux de fécondité général, appelé également pour simplifier « nombre moyen d'enfants par femme ». Il est indépendant de la structure démographique de la société. Le taux de fécondité général fait apparaître en Allemagne une nette tendance à long terme vers une fertilité très basse, apparue après la fin du baby-boom dans les années 1960. Des 2,51 enfants par femme en 1966, il ne restait que 1,56 sept ans plus tard. Par la suite, le taux a continué à baisser jusqu'à atteindre son niveau historique de 1,24 en 1994, taux marqué, il est vrai, par le niveau de fertilité extrêmement bas des femmes est-allemandes après la réunification. Depuis, le taux est remonté à 1,38 enfant par femme en 2007. Les taux de fécondité généraux que l'on observe depuis le début des années 1980, qui oscillent constamment autour de 1,4, signifient que chaque nouvelle génération ne remplace la génération de ses parents qu'aux deux tiers. Selon cette évolution, cent mères donnent 66 filles, 44 petites-filles et seulement 30 arrière-petites-filles.

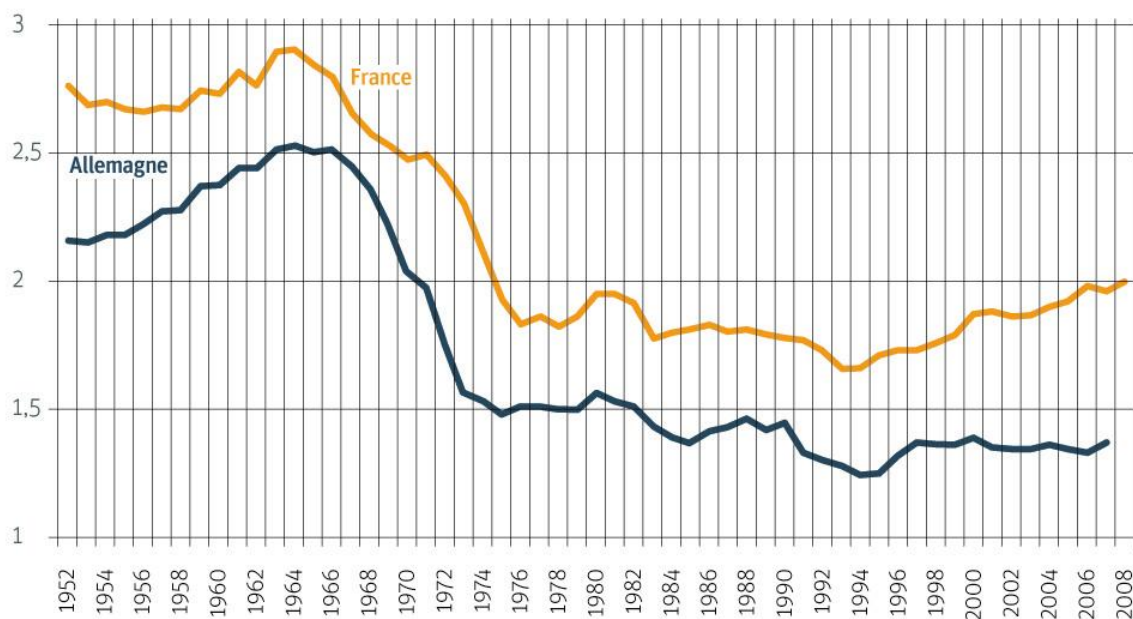
Depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, les femmes françaises ont eu un nombre moyen d'enfants plus élevé que les femmes allemandes, et ce chaque année. En moyenne, les femmes françaises ont eu 0,4 enfant de plus pendant la période d'après-guerre. Pendant le baby-boom, les femmes allemandes ont légèrement réduit l'écart, mais depuis, celui-ci a retrouvé le niveau d'avant. Entre 1997 et 2008, le taux de fertilité a augmenté de façon constante en France, passant de 1,73 à 2,0²⁴. Il a atteint aujourd'hui son niveau le plus élevé depuis 35 ans²⁵. Compte tenu des territoires d'outre-mer, le nombre d'enfants par femme atteint même 2,02²⁶.

²⁴ Office statistique de l'Union européenne (Eurostat), 2009, *op. cit.*

²⁵ Institut National d'Etudes Démographiques (Ined). Base de données en ligne de la population, consultée en août 2009, <http://www.ined.fr>.

²⁶ Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (Insee), *Le recensement de la population vivant en France. Lancement de l'enquête de 2009 et diffusion des résultats issus des enquêtes de 2004 à 2008. Dossier de presse*, Janvier 2009, Paris.

**Graphique 2. Nombre d'enfants par femme
Taux de fécondité généraux en Allemagne et en France,
de 1952 à 2008**



Source : Base de données Eurostat, Ined

Aucun rapprochement en vue

Depuis plus de cinq décennies, les femmes françaises ont en moyenne plus d'enfants que les femmes allemandes. Durant ces dix dernières années, les différences se sont même accrues en raison de la hausse des taux de fécondité en France. En Allemagne, en revanche, ces derniers sont à peu près restés au même niveau.

La chute brutale des naissances après la fin du baby-boom a néanmoins des conséquences massives également pour la France. Les générations des enfants nés dans les années 1970 et au-delà étant sensiblement plus petites que les précédentes, la France est à son tour menacée d'un fort vieillissement de la société, avec des conséquences prévisibles pour le marché de l'emploi et les systèmes sociaux lorsque les classes d'âge nombreuses du baby-boom quitteront massivement l'âge actif à partir de 2015. Par rapport à l'Allemagne, le vieillissement intervient cependant un peu plus tard en France car le baby-boom y a duré plus longtemps.

Deux pays d'immigration

En 2008, l'immigration et l'émigration étaient à peu près équilibrées en Allemagne. Un solde migratoire positif minimal de 4 800 individus²⁷ correspond au niveau le plus faible depuis 1984, lorsque le solde fut pour la dernière fois négatif²⁸. Ainsi perdure la tendance vers une baisse de l'immigration, perceptible depuis plusieurs années. Dans le passé (1985 à 2005), l'immigration fut sensiblement plus élevée avec en moyenne 274 000 personnes par an. En 1992, l'année record, le chiffre des *Aussiedler*²⁹ atteignait à lui seul 230 000 personnes – principalement en provenance des pays de l'ex-Union soviétique³⁰.

En raison de son excédent de naissances, la France dépend beaucoup moins de l'immigration que l'Allemagne. Malgré tout, le pays a enregistré en 2008 un solde migratoire positif de 67 200 personnes³¹. À la différence de l'Allemagne, pendant ces dix dernières années, celui-ci s'est maintenu en France de façon constante à un niveau relativement élevé allant de 60 000 à 200 000 individus³².

²⁷ Les chiffres d'Eurostat contredisent les calculs les plus récents de l'Office fédéral des statistiques qui stipule pour l'année 2008 un solde migratoire négatif de 56 000 personnes. Les registres d'inscription au lieu de résidence ayant été corrigés dans le cadre de l'introduction du numéro fiscal d'identification personnel, les départs comprennent de nombreuses radiations d'office, d'où une surévaluation du volume migratoire réel (Statistisches Bundesamt, « Zuwanderung nach Deutschland 2008 konstant geblieben », *Pressemitteilung*, 2009, n° 276, Wiesbaden).

²⁸ Statistisches Bundesamt, 2009, *op. cit.*

²⁹ Depuis le 1^{er} janvier 1993, on appelle « rapatriés tardifs » (*Spätaussiedler*, auparavant : « rapatriés », *Aussiedler*) les personnes de souche allemande ayant vécu à l'étranger (notamment Europe de l'Est, Europe du Sud-Est et Asie centrale) avant de venir s'installer en Allemagne.

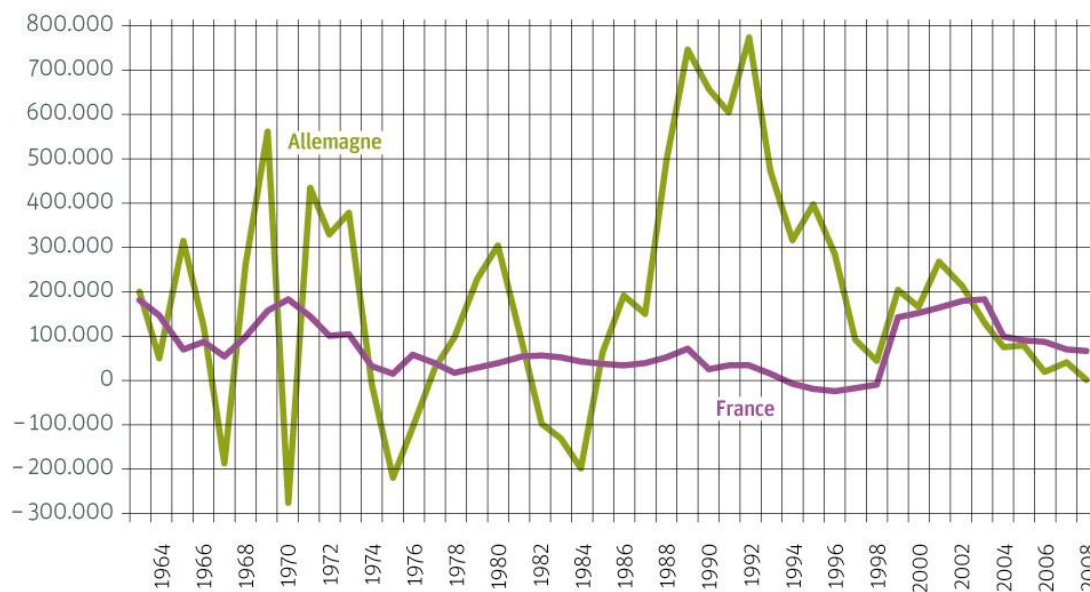
³⁰ Bayerisches Staatsministerium für Arbeit und Sozialordnung, *Familie und Frauen, Statistik Spätaussiedler und deren Angehörige*, Munich, 2007.

³¹ Office statistique de l'Union européenne (Eurostat), 2009, *op. cit.*

³² Dumont, G.-F., « La démographie de la France en 2008: hausse des naissances et... des décès », *Population & Avenir*, 2009, n° 692, p. 14-15.

L'écart relativement important s'explique par des adaptations ultérieures des soldes pour les années 2000 à 2005, lorsque les premiers résultats d'un nouveau système de recensement de la population indiquaient une population plus importante que prévu. La différence de 564 000 personnes a été attribuée en grande partie à des migrations auparavant non enregistrées, et répartie à parts égales de 94 000 personnes sur chacune des six années.

**Graphique 3. L'histoire marque l'immigration
Soldes migratoires pour l'Allemagne et la France,
de 1963 à 2008**



Source : Base de données Eurostat

En France et en Allemagne, on enregistre à peu près le même taux de personnes issues de l'immigration. L'histoire de leur immigration est cependant fondamentalement différente. En France, il y eut une vague d'immigration massive après l'indépendance de l'ancienne colonie d'Algérie en 1962. Par la suite, le solde migratoire s'est stabilisé. En Allemagne, les changements furent beaucoup plus importants. Après la migration des travailleurs immigrés dans les années 1960 et 1970, les arrêts de recrutement et la crise économique ont entraîné de fortes baisses. Avec la fin de l'Union soviétique sont arrivés quelque trois millions d'Aussiedler, surtout d'Europe de l'Est et du Kazakhstan, ainsi que de nombreux réfugiés – notamment suite aux guerres en Yougoslavie.

Mais d'où viennent les immigrants en Allemagne et en France ? En Allemagne, ce sont les Polonais qui constituent de loin le groupe le plus important avec une immigration nette de 25 000 à 50 000 personnes par an. Leur nombre s'est rapidement accru notamment depuis que la Pologne a rejoint l'UE en 2004. En deuxième position arrivaient en 2007 les immigrants roumains, avec un solde positif de 20 000 personnes³³. De nombreux migrants de Pologne et de Roumanie viennent probablement pour des raisons liées à l'emploi, retournant souvent plus tard dans leurs pays d'origine.

Le recul de l'immigration en Allemagne s'explique pour une grande partie par le fait que le réservoir de *Spätaussiedler* s'épuise petit à petit et que les contraintes légales se sont durcies. Après le pic de la migration de 397 000 personnes en 1990, il y en eut encore près de 100 000 en 2002 et, quatre ans plus tard, 7 700 seulement³⁴. Sans les *Spätaussiedler*, il y aurait eu dès les années 1997 et 1998 plus d'émigration que d'immigration en Allemagne, et le recul démographique aurait commencé plus tôt.

En France, en l'absence de données détaillées concernant les émigrants, il est impossible de calculer l'immigration nette des différentes nationalités. Beaucoup des migrants légaux en France proviennent cependant des anciennes colonies de l'Algérie et du Maroc, avec respectivement entre 20 000 et 30 000 personnes par an. La majeure partie de ces migrations sont des regroupements familiaux. Viennent ensuite la Tunisie, la Turquie et la Chine avec, pour chaque pays, près de 10 000 personnes par an. Alors que pour les deux premiers groupes, les migrations ont eu le plus souvent des raisons familiales, plus de la moitié des Chinois viennent en France pour y faire des études³⁵.

En 2005, environ cinq millions de personnes ayant elles-mêmes immigré vivaient en France, réparties à peu près à parts égales entre les hommes et les femmes. Près de deux millions parmi eux possédaient la nationalité française³⁶. Le nombre des étrangers est relativement réduit car en France, les migrants sont naturalisés de façon sensiblement plus rapide qu'en Allemagne, où ils sont près de sept millions³⁷. En outre, les enfants des immigrants obtiennent

³³ Office statistique de l'Union européenne (Eurostat), 2009, *op. cit.*

³⁴ Statistisches Bundesamt, *Statistisches Jahrbuch 2008*, 2008, Wiesbaden.

³⁵ Institut National d'Etudes Démographiques (Ined), *Statistiques des flux d'immigration en France – Année 2005*, Paris, 2005.

³⁶ Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (Insee), *Enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2006. Régions – France métropolitaine*, Paris, 2006.

³⁷ Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung, *Ungenutzte Potenziale. Zur Lage der Integration in Deutschland*, Berlin, 2009.

automatiquement la nationalité française ; par la suite, les statistiques ne les recensent plus comme une catégorie à part. Par conséquent, il est impossible de dire avec précision combien de personnes en France sont issues de l'immigration – selon la définition allemande – et dans quelle mesure leur comportement en termes de fécondité diffère des Français de souche. On peut en revanche observer que les femmes ayant immigré directement – qu'elles aient ou non la nationalité française – ont plus d'enfants que les femmes nées en France. Leur part dans la population totale étant relativement petite, elles ont cependant augmenté le taux de fécondité général à l'échelle du pays de seulement 0,07 enfant pendant la période entre 1991 et 1998³⁸. En France, les femmes étrangères ont en moyenne 3,3 enfants. Ce sont les femmes turques et africaines qui en ont le plus³⁹.

En Allemagne aussi, les quelque 5,3 millions de femmes immigrées ont plus d'enfants que le reste de la population. Elles sont plus rarement sans enfants et ont sensiblement plus souvent trois enfants ou plus. À ce propos, les 47 pour cent d'entre elles ayant obtenu la nationalité allemande au cours de leur vie ne se distinguent pas des immigrantes étrangères⁴⁰. En 2006, les femmes étrangères en Allemagne – dont 86 pour cent avaient immigré tandis que 14 pour cent étaient nées en Allemagne – ont eu 1,6 enfant en moyenne, ce qui les situe nettement au-dessus du niveau allemand de 1,3 enfant. Leur influence sur le taux de fécondité général se limitait néanmoins au deuxième chiffre après la virgule⁴¹. L'effet de l'immigration, en revanche, devrait être plus important car les 2,5 millions de femmes immigrées ayant la nationalité allemande font monter le taux de fécondité des femmes allemandes et diminuer la différence entre les deux groupes. Ce qui est certain, c'est que les personnes issues de l'immigration représentent en Allemagne environ un cinquième de la population et qu'un nouveau-né sur trois est issu de l'immigration. Cela s'explique d'une part par la plus grande fertilité de ce groupe de la population, d'autre part par leur structure d'âge : parmi les migrants, il y a proportionnellement sensiblement plus de femmes en âge de procréer que parmi les Allemands de souche⁴².

³⁸ Héran, F., « Cinq idées reçues sur l'immigration », *Population & Sociétés*, 2004, n° 397.

³⁹ Legron, F., « La fécondité des étrangères en France : une stabilisation entre 1990 et 1999 », *Insee Première*, 2003, p. 898.

⁴⁰ Statistisches Bundesamt, *Mikrozensus 2008 – Neue Daten zur Kinderlosigkeit in Deutschland*, Wiesbaden, 2009.

⁴¹ Statistisches Bundesamt, *Geburten in Deutschland*, Wiesbaden, 2007.

⁴² Kröhnert, S., Hoßmann, I. & Klingholz, R., *Die demografische Zukunft von Europa. Wie sich die Regionen verändern*, Munich, 2008.

Tableau 1. La France est mieux armée pour l'avenir que l'Allemagne
Chiffres clés démographiques en Allemagne et en France

	Allemagne	France
Population au 01/01/2008	82 218 000	62 106 000*
Accroissement de la population (2008)	-0,1 pour cent	+ 0,5 pour cent
Prévisions démographiques 2050	68 743 000	69 960 726
Naissances pour 1 000 habitants (2008)	8,3	12,9
Décès pour 1 000 habitants (2008)	10,3	8,6
Âge médian de la population (2008)	43,0	39,0
Nombre d'enfants par femme (2007)	1,38	2,00
Solde migratoire (2008)	+ 4 761	+ 67 178
Espérance de vie à la naissance (2006)	79,9 ans	81,0 ans
Âge moyen des femmes lors de la naissance de leurs enfants (2007)	30,2	29,8

*Indication provisoire de l'Insee

Source : Base de données Office fédéral des statistiques, Insee, Eurostat, CIA World Factbook 2008

Politique familiale et effets de rattrapage

La grande différence entre les tendances démographiques en Allemagne et en France ne peut s'expliquer par les migrations ; elle est due au fait que les Françaises ont plus d'enfants que les femmes allemandes, et ce de façon constante. En outre, cet écart s'est même creusé ces dernières années.

Paradoxalement, cette évolution trouve son origine à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, lorsque la croissance démographique de l'Allemagne était considérablement plus importante que celle de la France. Par crainte du voisin grandissant, une politique familiale active se trouvait donc bien plus tôt sur l'ordre du jour politique en France qu'en Allemagne. Le Code de la famille, adopté en 1939, est considéré comme l'acte de naissance de mesures d'État d'envergure. Si le Code de la famille reposait d'abord encore sur le soutien aux familles ayant une femme au foyer et un mari exerçant une activité professionnelle, il fut au fil du temps adapté de manière conséquente aux réalités sociales. Dès les années 1970, la politique a cherché à aider à concilier activité professionnelle et vie familiale, favorisant le modèle des deux salaires grâce à de bonnes possibilités d'accueil publiques pour les enfants, y compris avant l'âge de trois ans⁴³.

C'est ainsi que la France n'a jamais connu de taux de fécondité très bas, comme c'est la norme en Allemagne depuis presque 40 ans⁴⁴. S'il est vrai qu'en Allemagne aussi, les femmes obtenaient des qualifications professionnelles toujours meilleures et trouvaient des emplois, elles ne pouvaient guère compter sur l'État lors de la fondation d'une famille. À la différence de la France, l'Allemagne se trouve aujourd'hui dans ce qu'on appelle un piège de la fécondité. Cela signifie qu'avoir peu ou pas du tout d'enfants est d'ores et déjà devenu une norme sociale. C'est ainsi que les taux de fécondité très bas sur une longue période déclenchent une spirale démographique à la baisse.

⁴³ Schulze, A., *Familienpolitik und politique familiale - ein Vergleich deutscher und französischer Familienpolitik*, Munich, 2007.

⁴⁴ Onnen-Isemann, C., *Familienpolitik und Fertilitätsunterschiede in Europa. Frankreich und Deutschland. Aus Politik und Zeitgeschichte*, 2003, vol. 44, p. 31-38.

Les sondages de l'Eurobaromètre renseignent sur de telles normes sociales concernant la famille et les enfants. Interrogés sur le nombre idéal d'enfants, les hommes et les femmes allemands répondent par un chiffre d'environ 2,2, ce qui est en dessous de la moyenne dans l'UE. Pour les Français, c'est différent : les chiffres indiqués, de 2,4 à 2,5 enfants, comptent parmi les plus élevés d'Europe⁴⁵. Il semble que la socialisation dans un environnement avec peu de frères et sœurs a déjà marqué les Allemands. Pour la politique de la famille, le souhait d'avoir peu d'enfants signifie une marge de manœuvre réduite. À court terme, des mesures telles que l'allocation parentale, introduite en Allemagne en 2007 afin d'aider à concilier activité professionnelle et vie de famille, et de fournir une sécurité financière aux jeunes pères et mères, peuvent uniquement viser à approcher le plus possible le niveau de fécondité existant du niveau cible. Influencer sur les valeurs et les attitudes en termes de famille et d'enfants, en revanche, ne peut se faire qu'à beaucoup plus long terme.

Mais pourquoi le nombre d'enfants continue-t-il à croître en France ces derniers temps ? L'amélioration continue des conditions permettant de concilier activité professionnelle et vie familiale, fortement encouragée pendant les années 1990 et notamment depuis la prise de fonctions du Premier ministre Jean-Pierre Raffarin en 2002, à travers des incitations financières et l'augmentation des capacités d'accueil pour les enfants, pourrait constituer une explication⁴⁶. À l'heure actuelle, la France devance à nouveau l'Allemagne en termes de politique familiale : depuis 2008, on y favorise notamment les modèles d'emploi souples. Des périodes de congé parental plus longues visent en outre à éviter le stress souvent provoqué par la double responsabilité professionnelle et familiale, et susceptible d'avoir des effets négatifs sur la santé des parents et de l'enfant⁴⁷.

L'effet de rattrapage offre une autre explication. Les femmes qui ont dans un premier temps reporté les naissances se rattrapent quelques années plus tard⁴⁸. Depuis 1950, les femmes françaises ont successivement reporté le moment de leurs naissances. En 1977, les Françaises sont devenues mères à 26,5 ans en moyenne – en 2008

⁴⁵ Testa, M.R., « Childbearing Preferences and Family Issues in Europe », *Special Eurobarometer*, 2003, n° 253 / Wave 65.1, Commission européenne, Bruxelles.

⁴⁶ Brossé-Verbiest, S. & Wagner, Dr. N., « Familienpolitik in Frankreich », *Arbeitspapier herausgegeben von der Konrad-Adenauer-Stiftung*, 2003. Sankt Augustin ; Schulze, A., *Familienpolitik und politique familiale – ein Vergleich deutscher und französischer Familienpolitik*, Munich, 2007.

⁴⁷ Brüning, F., « Ihr Kinderlein kommet zurück », *Süddeutsche Zeitung*, 14-15 février 2009.

⁴⁸ Pison, G., « France 2008: Why are birth numbers still rising? », *Population & Sociétés*, 2009, n° 454.

à 29,9 ans⁴⁹. Cette tendance à donner naissance plus tardivement est également sensible en Allemagne. À la différence des Françaises, cependant, les femmes allemandes sont plus rares à rattraper quelques années plus tard les naissances reportées. Alors que les femmes françaises nées entre 1948 et 1960 ont eu de façon relativement constante 2,12 enfants pendant l'ensemble de leur phase fertile⁵⁰, ce phénomène appelé « taux de fécondité de cohorte » a diminué en Allemagne pour les femmes nées entre 1948 et 1960, passant de 1,75 à 1,66⁵¹. Autant que nous puissions en juger à l'heure actuelle, cette tendance à la baisse se poursuivra pour les années de naissance suivantes.

Mais certains éléments indiquent aujourd'hui que les jeunes Françaises cessent de reporter dans le temps. À l'âge de 26 ans, les Françaises nées en 1980 avaient eu en moyenne autant d'enfants que les femmes de cinq ans leurs aînées. En Allemagne en revanche, les femmes plus jeunes avaient 10 pour cent d'enfants de moins au même âge. Pour savoir si cela cache le renoncement total à la maternité, il faudra attendre que ces femmes aient quitté l'âge de procréer. Mais même si elles réalisaient un éventuel désir d'enfant plus tard, les vides laissés dans le passé ne pourraient plus être comblés.

⁴⁹ Insee, Base de données en ligne de la population, 2009, *op. cit.*

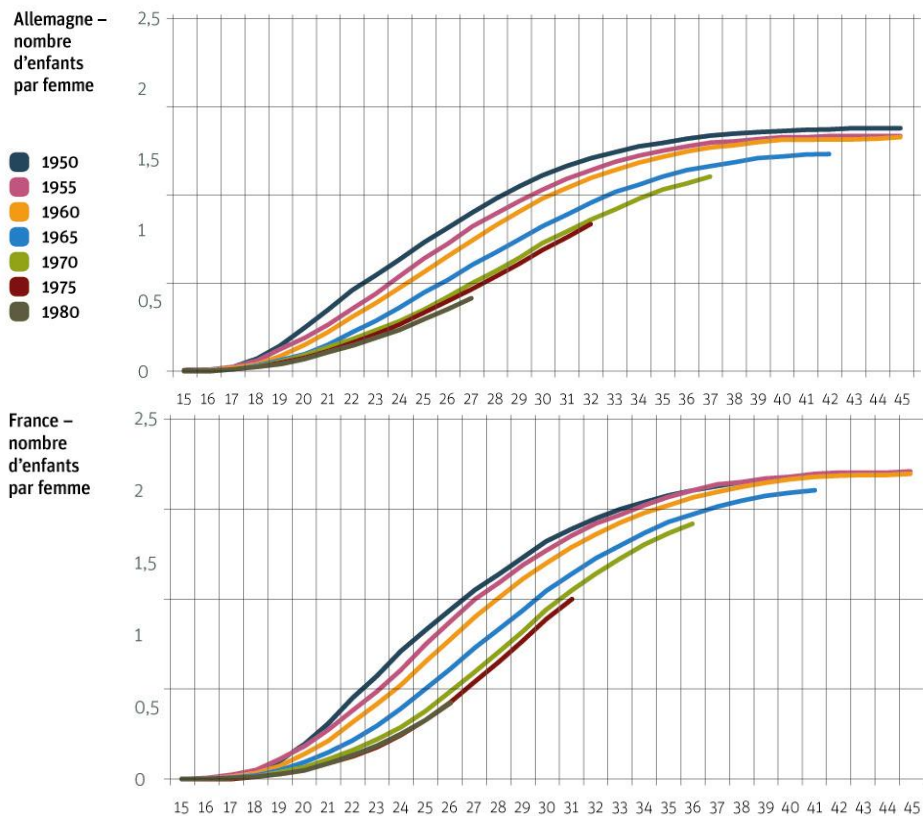
⁵⁰ Ined, 2009, *op. cit.*

⁵¹ Statistisches Bundesamt, 2009, *op. cit.*

Ne remets pas à demain...

En France et en Allemagne, les femmes relativement jeunes à partir de l'année de naissance 1950 ont successivement reporté la naissance de leurs enfants. Alors que les Françaises nées entre 1950 et 1960 ont tout simplement eu leurs enfants plus tard, les femmes allemandes ont été plus rares à rattraper leurs naissances à un âge plus avancé. À la différence des jeunes Allemandes, les jeunes Françaises semblent en outre avoir cessé de reporter leurs naissances, comme le montrent les courbes pour les années de naissances 1975 et 1980 qui ne changent plus.

Graphique 4. Nombre d'enfants moyen atteint par des femmes allemandes et françaises d'âges différents en fonction de l'âge des femmes

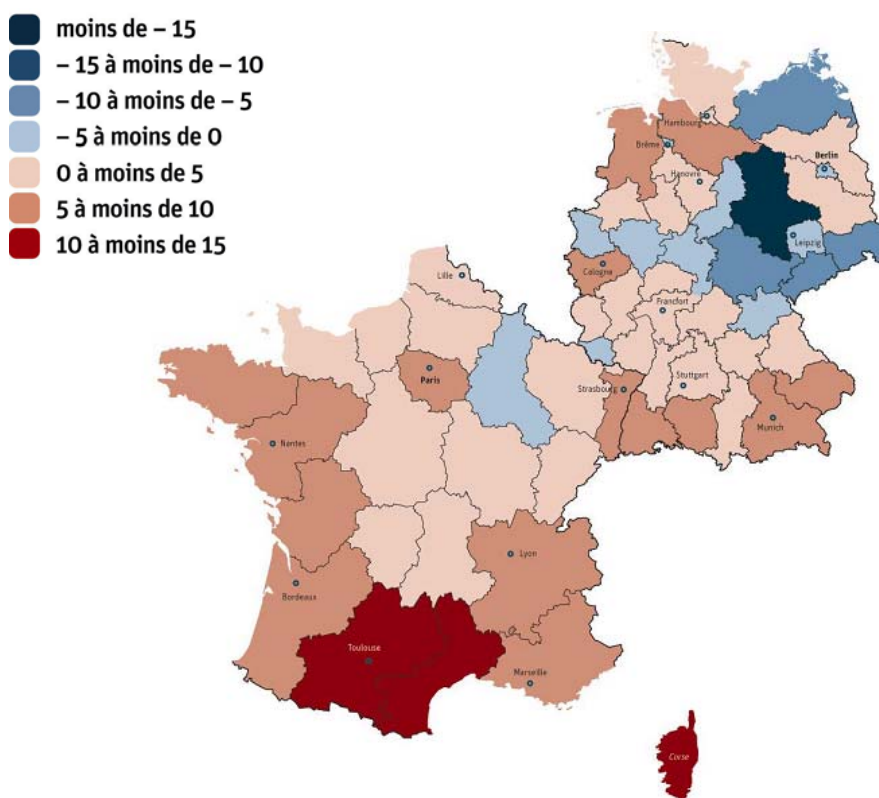


Source : Base de données Office fédéral des statistiques, Ined.

En Allemagne, après l'Est, l'Ouest souffre aussi – la France, elle, ne doit guère craindre des régions en déclin

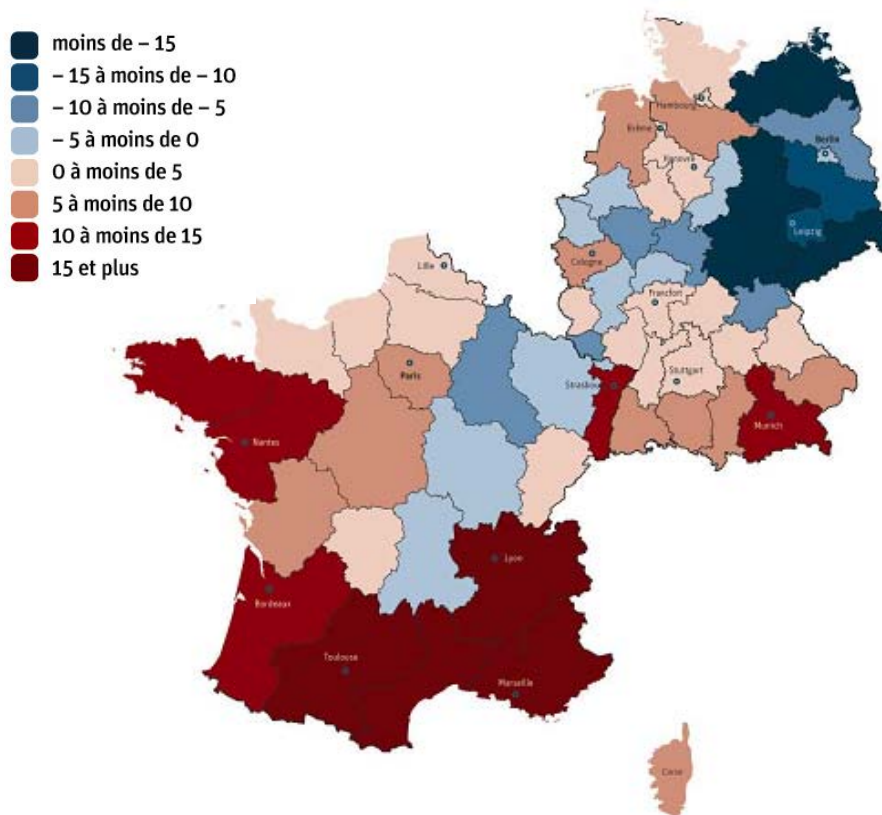
La plupart des régions en Allemagne de l'Est et au centre du pays ont déjà enregistré une baisse de la population dans les années passées, alors que la population du Sud, économiquement fort, a légèrement augmenté. Grâce à la croissance de l'ensemble de la population totale, la France peut stabiliser même les régions périphériques. Hormis la région Champagne-Ardennes, structurellement faible et à dominante agricole, toutes les régions ont vu leur population croître depuis 1995.

Carte 1. Évolution démographique régionale en Allemagne et en France, de 1995 à 2006, en %



Source : Base de données Eurostat

Carte 2. Prévisions de l'évolution démographique régionale en Allemagne et en France, de 2006 à 2030, en %



Source : Base de données Eurostat, Insee

En Allemagne, le déclin démographique va se poursuivre à un rythme accéléré, notamment à l'Est. Ce sont surtout les personnes jeunes qui ont quitté ces régions, et le nombre de naissances de l'après-réunification a été si bas que les futures générations de parents seront extrêmement peu nombreuses. La France, en revanche, peut compter sur des gains de population quasiment partout dans le pays, y compris dans les régions rurales du centre, longtemps considérées comme des régions d'exode. Ce sont surtout les régions du Sud, près de la Méditerranée, qui ont réussi sur le plan économique dans un passé récent, qui vont enregistrer une croissance forte.

Des pertes et des gains qui atteignent des millions

À long terme, les différences entre les deux pays auront des conséquences considérables à en juger par les prévisions : la variante intermédiaire du dernier calcul prévisionnel de la population pour l'Allemagne repose sur deux scénarios. Les deux sont fondés sur un taux de fécondité en légère augmentation de 1,4 enfant par femme, ainsi que sur des gains migratoires de 100 000 personnes par an pour l'un des scénarios, de 200 000 pour l'autre. Dans le premier cas – le plus probable étant donné la situation actuelle – la population allemande baisserait de 82,0 millions aujourd'hui à 77,2 en 2030 et à 68,7 millions jusqu'en 2050 en raison de la persistance du vieillissement⁵². Par rapport à début 2008, cela constituerait une baisse de 16,4 pour cent. Selon le calcul prévisionnel de la population pour la France, d'ici le milieu du siècle, les Français seraient plus nombreux que les Allemands avec 70 millions d'habitants⁵³. Dans le deuxième cas, il faudrait craindre pour l'Allemagne une baisse de quelque huit millions « seulement », ce qui équivaut tout de même à la population des cinq plus grandes villes allemandes réunies, à savoir Berlin, Hambourg, Munich, Cologne et Francfort.

Dans tous ces jeux de calcul, il faudrait avoir présent à l'esprit que la population allemande se situe d'ores et déjà considérablement en dessous des indications officielles. En raison d'inexactitudes dans

⁵² La variante intermédiaire est basée sur un taux de fécondité général de 1,4 pour l'ensemble de la période. On suppose en outre que l'espérance de vie augmentera moins rapidement que par le passé car de nombreux potentiels d'amélioration dans le domaine de la santé, par exemple une mortalité infantile basse, sont quasiment épuisés. Le calcul de l'hypothèse de base pour l'espérance de vie s'élève donc en 2050, la fin des prévisions, à 83,5 ans pour les hommes et à 88 ans pour les femmes. Enfin, le scénario bas de la variante intermédiaire est fondé sur un solde migratoire annuel positif de 100 000 personnes. La limite supérieure de cette variante est constituée par un excédent annuel de 200 000 à partir de 2010 (2008 : 100 000, 2009 : 150 000).

Statistisches Bundesamt, 2006, *op. cit.*

⁵³ La variante intermédiaire du calcul prévisionnel de la population française prend en compte un taux de fécondité général de 1,9 sur l'ensemble de la période, tandis que l'espérance de vie est censée évoluer selon le même rythme que l'accroissement moyen enregistré entre 1988 et 2002. D'après ces calculs, les femmes françaises atteindront en 2050 l'âge de 89,0 ans, les hommes 83,8 ans. Enfin, on fait l'hypothèse d'un solde migratoire de 100 000 personnes par an.

le dénombrement démographique, qui est toujours fondé sur le recensement de 1987 (respectivement de 1983 pour le territoire de l'ancienne RDA), l'on considère que la population est surévaluée d'au moins 1,3 million⁵⁴. Au plus tard lorsque les données du recensement effectué à l'échelle de l'UE en 2010/2011 seront disponibles, on pourra calculer de nouvelles prévisions qui devraient montrer que l'Allemagne perdra son statut de pays le plus peuplé de l'UE beaucoup plus tôt qu'on ne le suppose aujourd'hui.

La raison principale de la future baisse de la population en Allemagne réside dans un déficit des naissances en constante augmentation, donc la différence entre décès et naissances. Comme il n'est pas possible de réaliser un taux de fécondité général de 2,1, nécessaire pour assurer le renouvellement des générations, chaque génération de mères sera plus petite que la précédente. C'est ainsi que le nombre absolu des naissances diminue même lorsque le nombre d'enfants par femme reste inchangé. En même temps, en raison du vieillissement continu de la société, les décès sont plus nombreux. Dans la variante intermédiaire avec un solde migratoire annuel positif de 100 000, en 2050, le déficit des naissances aura été multiplié par quatre par rapport à l'année de référence 2005, passant à environ 602 000⁵⁵. Même une immigration sensiblement plus élevée ne pourrait que faiblement freiner cette évolution.

En France, la population s'accroît certes de façon continue, mais la croissance connaîtra une décélération sensible au cours du temps. La raison en est le vieillissement : lorsque les babyboomers français auront 70 ans et plus, le nombre des décès au sein de ce groupe va lui aussi augmenter. Vers 2045, les statistiques des naissances et des décès afficheront alors pour la première fois un solde négatif⁵⁶. Ensuite, l'accroissement de la population se fera exclusivement au travers de l'immigration.

⁵⁴ Hahlen, J., *Hintergrundgespräch Zensus 2010/2011*, Statistisches Bundesamt, Wiesbaden, 2006.

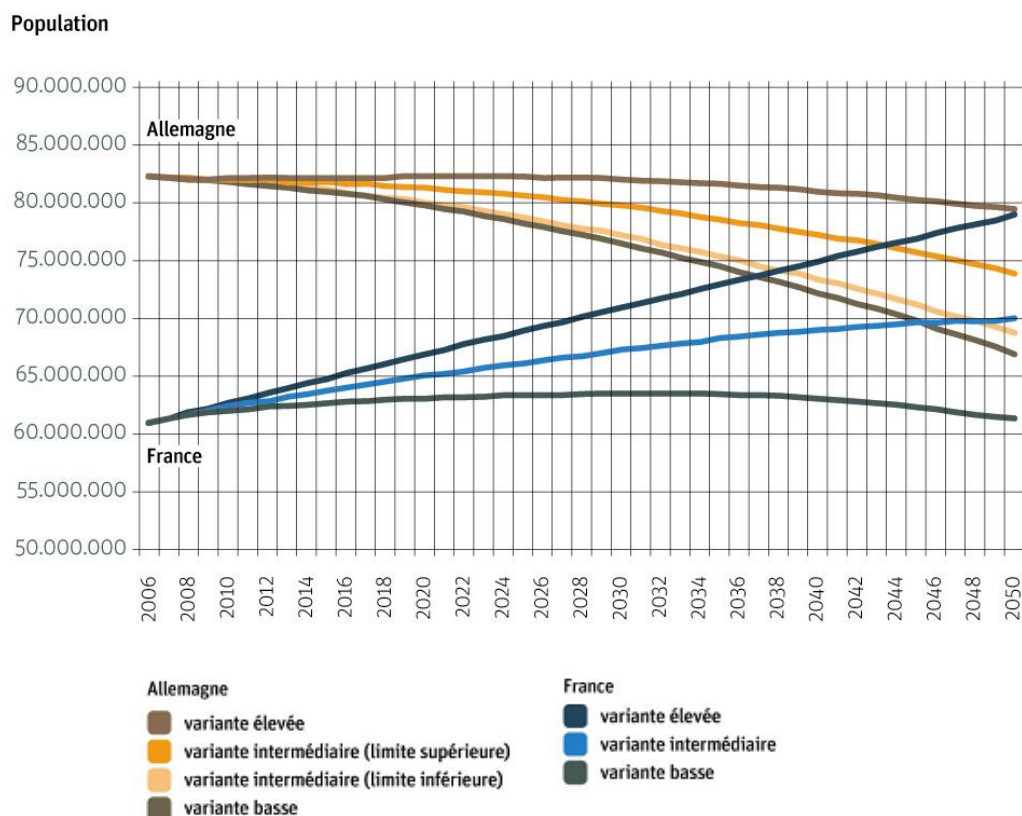
⁵⁵ Statistisches Bundesamt, 2006, *op. cit.*

⁵⁶ Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (Insee). *Projections de population pour la France métropolitaine à l'horizon 2050*, 2009, *op. cit.*

À la croisée de deux chemins

Même en faisant les hypothèses les plus optimistes (mais peu réalistes), l'Allemagne doit s'attendre à un recul de sa population d'ici 2050. En France en revanche, même la variante la plus pessimiste suffit pour un léger accroissement démographique. Pour l'Allemagne, l'ampleur de la variante intermédiaire est considérée comme probable. D'après cette variante, la population devrait diminuer de huit à 14 millions d'ici 2050.

Graphique 5. Prévisions démographiques pour l'Allemagne et la France, avec les variantes les plus élevées, les plus basses et intermédiaires, de 2005 à 2050



Source : Base de données Office fédéral des statistiques, Insee

La France vieillit – l'Allemagne se fossilise

En Allemagne, la part des plus de 64 ans dans la population totale augmentera selon la variante intermédiaire (avec un gain migratoire annuel de 100 000) de 19,9 pour cent en 2007 à 33,2 pour cent en 2050. Parallèlement, la part des moins de 20 ans diminuera de 19,5 à 15,1 pour cent. En 2050, les plus de 64 ans seront ainsi probablement plus de deux fois plus nombreux que les moins de 20 ans. En 2005, c'étaient encore les jeunes qui étaient les plus nombreux.

La part de la population en âge de travailler passera d'ici 2012 à 61,3 pour cent avant une légère tendance à la baisse aboutissant en 2050 à une part de 51,7 pour cent. Conséquence du vieillissement, le rapport de dépendance, c'est-à-dire la somme des moins de 20 ans et des plus 64 ans pour 100 personnes en âge de travailler, passera de 64,9 en 2008 à 93,5 en 2050. Au milieu du siècle, pour une personne en âge de travailler – selon la définition actuelle –, il y aura presque une personne qui n'aura pas encore travaillé ou qui aura cessé de travailler.⁵⁷

Mais la France vieillit également. Selon la variante intermédiaire, les 10,2 millions de personnes de plus 64 ans en 2007 seront 18,3 millions d'ici 2050. Leur part dans la population totale passe ainsi de 16,5 à 26,2 pour cent, ce qui est sensiblement inférieur aux 33,2 pour cent pronostiqués pour l'Allemagne. Certes, en France aussi la part des moins de 20 ans dans la population totale baisse, passant de 24,7 pour cent aujourd'hui à 21,9 pour cent en 2050. Par rapport au chiffre allemand de 15,1, les Français en tant que nation restent cependant jeunes. En raison de la natalité élevée, la part de la population en âge de travailler baisse cependant jusqu'à 51,9 pour cent de la population totale⁵⁷, ce qui correspond en gros à la situation allemande (51,7 pour cent)⁵⁸.

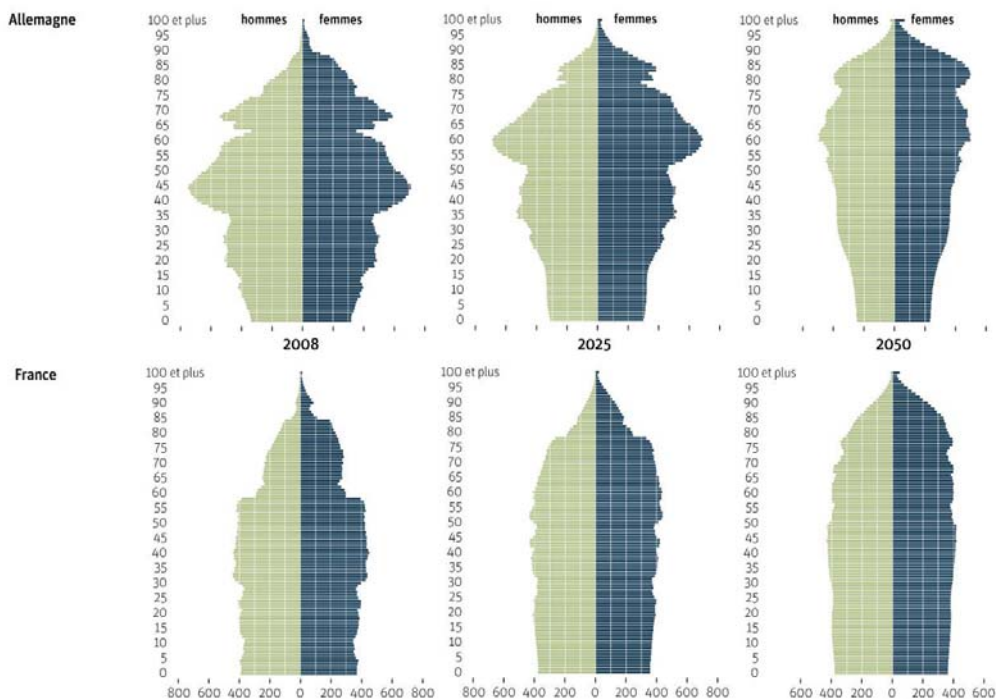
⁵⁷ Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (Insee), *Projections de population pour la France métropolitaine à l'horizon 2050*, 2009, op. cit.

⁵⁸ Statistisches Bundesamt, 2006, op. cit.

Les pyramides, c'est terminé depuis longtemps

Le principal problème démographique de l'Allemagne réside dans le groupe des babyboomers, numériquement surreprésenté, qui ont aujourd'hui entre 40 et 55 ans environ. Lorsqu'ils prendront leur retraite, à partir de 2015 environ, les systèmes sociaux subiront une pression massive. En 2050, une personne sur sept vivant en Allemagne aura probablement 80 ans ou plus alors que le nombre d'enfants ne cessera de baisser. En France en revanche, chaque génération de parents laisse derrière elle une génération d'enfants à peu près de la même taille. L'accroissement futur de la population y est fondé uniquement sur l'accroissement des plus de 60 ans.

Graphique 6. Pyramides des âges pour l'Allemagne et la France, nombre des personnes des différents groupes d'âge en milliers



Source : Base de données Office fédéral des statistiques, Insee

Le rapport de dépendance, qui est de 92,7 en 2050, est ainsi lui aussi peu différent du taux en Allemagne (93,5) – tout au contraire de sa composition : alors que la répartition entre les personnes pas encore en âge de travailler et celles qui ne le sont plus est à peu près équilibrée en France en raison d'une natalité élevée (54,4 pour cent auront alors plus de 64 ans)⁵⁹, le groupe des plus de 64 ans fournira en Allemagne plus des deux tiers de ce qu'on appelle la charge totale⁶⁰.

En revanche, le groupe de la population qui s'accroît le plus vite, ce sont dans les deux pays les personnes très âgées. Ainsi, selon la variante intermédiaire, le nombre des plus de 74 ans va plus que doubler en France entre 2005 et 2050, passant de 4,9 à 10,9 millions⁶¹. En Allemagne, le vieillissement est déjà plus avancé. Malgré tout, ici aussi, il faut s'attendre à ce que le chiffre double, passant de 6,8 à 14,0 millions⁶².

59 Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (Insee), Projections de population pour la France métropolitaine à l'horizon 2050, 2009, *op. cit.*

⁶⁰ Statistisches Bundesamt, 2006, *op. cit.*

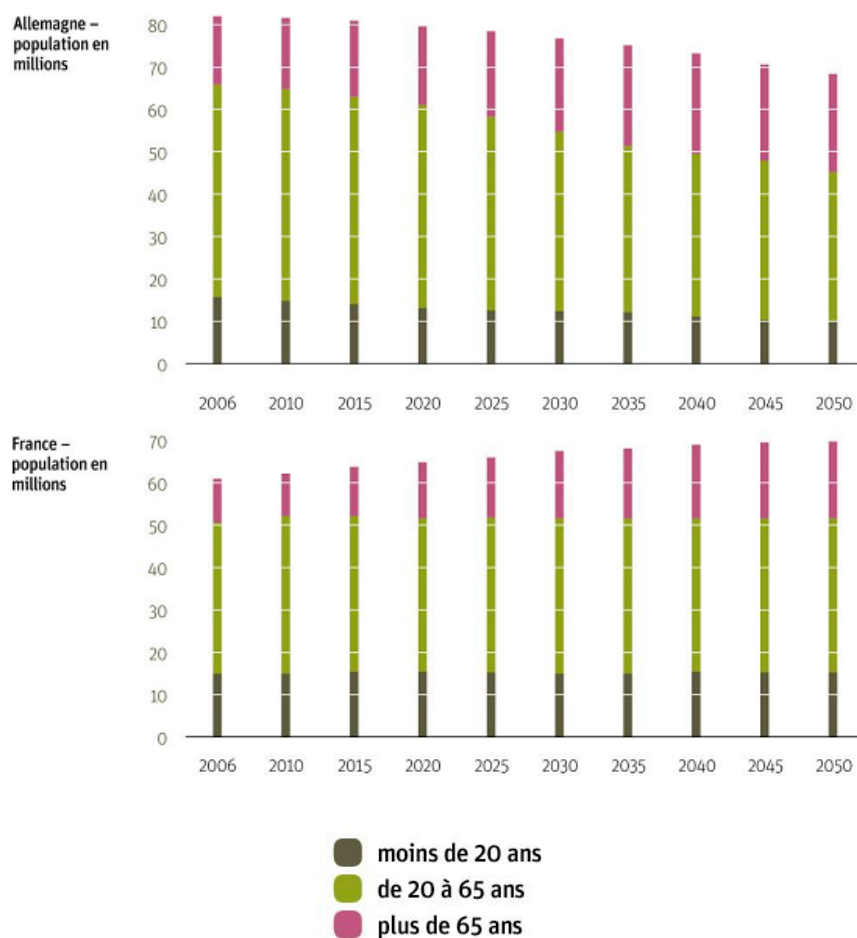
⁶¹ Robert-Bobée, I., « Projections de population 2005-2050. Vieillissement de la population en France métropolitaine », *Economie et Statistique*, 2007, p. 408-409.

⁶² Statistisches Bundesamt, 2006, *op. cit.*

En Allemagne, les personnes âgées deviennent trop importantes

La population de la France va s'accroître de près de dix millions de personnes d'ici 2050 – en Allemagne, elle diminuera sensiblement durant la même période. Dans les deux pays, le nombre des personnes en âge de retraite va fortement augmenter jusqu'au milieu du siècle. Alors qu'en Allemagne, cette évolution se fait au détriment des autres classes d'âge, en France, ces dernières ne changent pas en volume.

Graphique 7. Prévisions démographiques pour l'Allemagne et la France, structure par âge de la population selon trois grands groupes, de 2006 à 2050

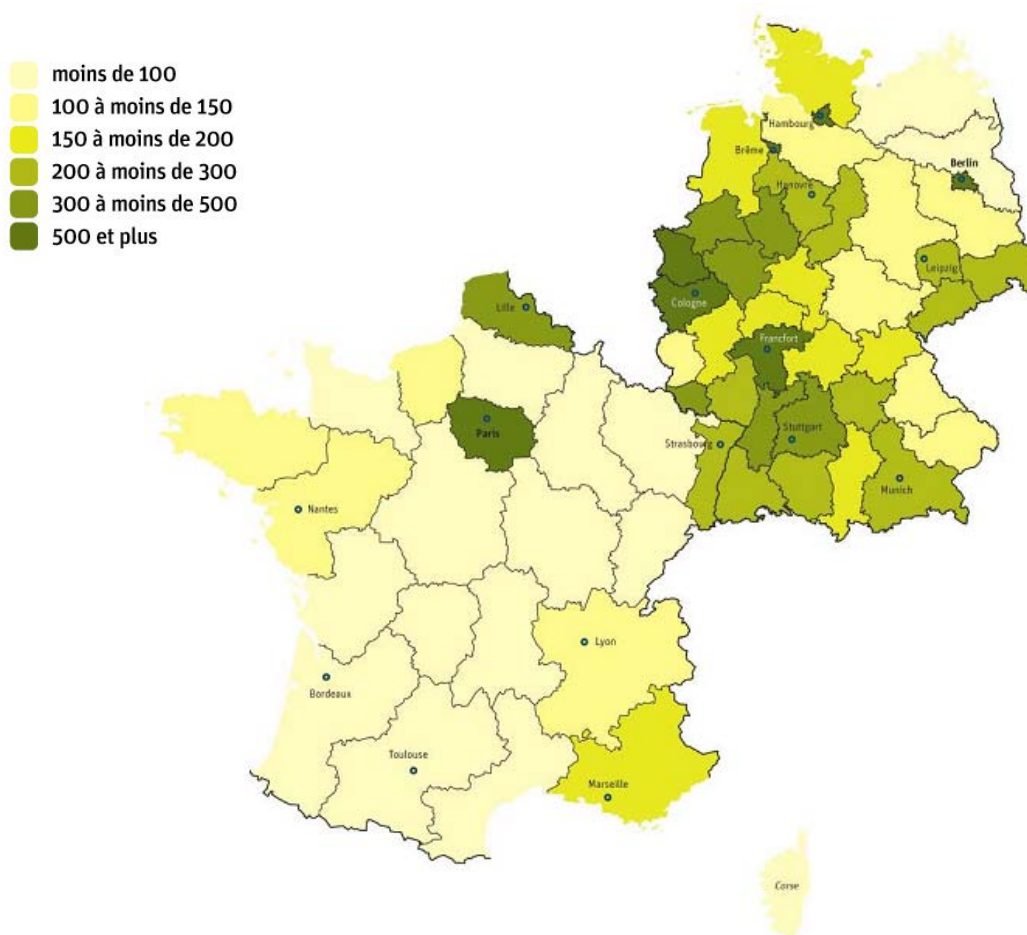


Source : Base de données Office fédéral des statistiques, Insee

Une capacité d'absorption démographique intacte

La France est sensiblement moins peuplée que l'Allemagne. Presque tout le pays a une densité de population que l'Allemagne connaît uniquement dans le Nord-Est. En France, il n'y a que l'Île-de-France où l'on soit aussi à l'étroit que dans la Ruhr ou dans l'agglomération de Francfort. La France est ainsi en mesure de faire face sans problème à l'accroissement démographique prévisible pour les décennies à venir.

Carte 3. Habitants par kilomètre carré en Allemagne et en France, 2005



Source : Base de données Eurostat

Conclusion

L'Allemagne tout comme la France doivent faire face à un vieillissement rapide de leur société. Cette tendance s'accompagne en Allemagne d'une diminution, en France d'un accroissement de la population totale. Cette expérience montre qu'il est possible pour un pays industrialisé hautement développé de rester stable sur le plan démographique.

L'évolution démographique contrastée a des conséquences sur la puissance économique des deux pays. Alors que l'Allemagne devance toujours sensiblement son voisin en termes de produit intérieur brut, le produit intérieur brut par tête d'habitant est d'ores et déjà très proche dans les deux pays. Avec un accroissement comparable de la productivité des deux côtés de la frontière, la France pourrait dépasser l'Allemagne dès le milieu de ce siècle non seulement sur le plan démographique, mais aussi en termes économiques. Le seul moyen dont dispose l'économie allemande pour faire face à la rareté de la main-d'œuvre consiste à investir dans l'éducation, à améliorer l'intégration des immigrants, à innover et à accroître la productivité. C'est possible, comme le montrent les chiffres annuels des dépôts de brevets, pour lesquels l'Allemagne devance très clairement la France⁶³.

Comme dans d'autres pays en croissance, les habitants de la France quittent de plus en plus les villes pour s'installer en province. Grâce à cet accroissement démographique qui couvre quasiment tout le territoire, il est relativement facile pour la France de planifier des infrastructures y compris dans les régions périphériques, et de les utiliser de façon efficace. Les Allemands, en revanche, suivent l'exemple d'autres sociétés en décroissance et quittent massivement les régions rurales. Il devient donc de plus en plus coûteux pour l'État d'entretenir des infrastructures de base telles qu'écoles et jardins d'enfants pour de moins en moins d'habitants.

En raison du vieillissement continu de la population, le financement des systèmes sociaux devient un défi de taille dans les

⁶³ Office statistique de l'Union européenne (Eurostat), Base de données en ligne de la population, consultée en août 2009, <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/eurostat/home/>

deux pays. Cela concerne avant tout le système de santé et l'assurance retraite. Le nombre croissant de personnes âgées entraîne pour les régimes sociaux une baisse du nombre de cotisants et une augmentation du nombre de retraités, de malades et de personnes dépendantes. L'importance de systèmes sociaux modernes et d'un marché du travail qui fonctionne est d'autant plus grande. Dans les deux domaines, Allemands et France doivent combler leur retard. En France surtout, le faible taux d'emploi des 55 à 64 ans représente un problème de plus en plus important. Alors qu'en Allemagne, la retraite à 67 ans est chose faite, on continue à se disputer en France pour savoir si on peut demander aux gens de travailler au-delà de 60 ans, et ce malgré une espérance de vie plus élevée. Par conséquent, les régimes sociaux français affichent un déficit s'élevant à environ neuf milliards d'euros fin 2008, que seules des subventions massives d'un État très endetté ont pu compenser⁶⁴.

⁶⁴ Portail du Gouvernement, *Le projet de loi de financement de la sécurité sociale 2009*, Paris, 2008.

Le Cerfa

Le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. L'Ifri, du côté français, et la DGAP, du côté allemand, en exercent la tutelle administrative. Le Cerfa bénéficie d'un financement paritaire assuré par le Quai d'Orsay et l'Auswärtige Amt ; son conseil de direction est constitué d'un nombre égal de personnalités françaises et allemandes.

Le Cerfa a pour mission d'analyser les principes, les conditions et l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de trouver et de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Hans Stark assure le secrétariat général du Cerfa depuis 1991. Louis-Marie Clouet y est chercheur. Nele Wissmann travaille au Cerfa comme assistante de recherche et est chargée de mission dans le cadre du projet « Dialogue d'avenir ».